# « Ce que Moscou propose : détruire les armes atomiques », *La Tribune de Genève* (19 février 1955)[[1]](#footnote-1)

[fr] Reprenant une dépêche AFP, l’article rapporte la déclaration diffusée par Radio-Moscou en vue de la prochaine session de la sous-commission du désarmement de l’ONU, convoquée à Londres le 25 février 1955. Le gouvernement soviétique y propose la destruction de tous les stocks existants d’armes atomiques et thermonucléaires, l’usage exclusif de l’énergie nucléaire à des fins pacifiques, et le gel des armements et budgets militaires au niveau du 1er janvier 1955. Ces mesures seraient placées sous contrôle international et devraient concerner tous les États, membres ou non de l’ONU. Moscou appelle également à la convocation, dès 1955, d’une conférence mondiale sur le désarmement. La déclaration accuse enfin les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France de saboter tout accord, notamment par les accords de Paris et la remilitarisation de l’Allemagne, et regrette l’exclusion de pays asiatiques comme l’Inde et la Chine populaire des discussions.

[de] Unter Berufung auf eine AFP-Meldung berichtet der Artikel über die von Radio Moskau verbreitete Erklärung im Vorfeld der bevorstehenden Tagung des UNO-Abrüstungsausschusses, die am 25. Februar 1955 in London stattfinden soll. Die sowjetische Regierung schlägt darin die Vernichtung aller vorhandenen Atom- und Wasserstoffwaffen, die ausschließliche friedliche Nutzung der Atomenergie sowie ein Einfrieren der Streitkräfte und Militärbudgets auf dem Stand vom 1. Januar 1955 vor. Diese Maßnahmen sollen einer internationalen Kontrolle unterstellt und auf alle Staaten angewandt werden, ob UNO-Mitglied oder nicht. Moskau fordert außerdem die baldige Einberufung einer Weltkonferenz zur Abrüstung noch im Jahr 1955. In der Erklärung wirft die UdSSR den USA, Großbritannien und Frankreich vor, jedes Abkommen zu sabotieren, insbesondere durch die Pariser Verträge und die Wiederbewaffnung Deutschlands, und bedauert den Ausschluss asiatischer Staaten wie Indien und China von den Beratungen.

[it] Riprendendo un dispaccio AFP, l’articolo riferisce della dichiarazione diffusa da Radio Mosca in vista della prossima sessione della sottocommissione per il disarmo dell’ONU, convocata a Londra il 25 febbraio 1955. Il governo sovietico propone la distruzione di tutte le scorte esistenti di armi atomiche e termonucleari, l’uso esclusivamente pacifico dell’energia nucleare e il congelamento degli armamenti e dei bilanci militari al livello del 1º gennaio 1955. Queste misure sarebbero sottoposte a controllo internazionale e dovrebbero riguardare tutti gli Stati, membri o meno dell’ONU. Mosca chiede inoltre la convocazione, già nel 1955, di una conferenza mondiale sul disarmo. La dichiarazione accusa infine Stati Uniti, Gran Bretagna e Francia di sabotare qualsiasi accordo, in particolare tramite gli accordi di Parigi e la rimilitarizzazione della Germania, e deplora l’esclusione di paesi asiatici come l’India e la Cina popolare dai negoziati.

[en] Quoting an AFP dispatch, the article reports on the statement broadcast by Radio Moscow ahead of the upcoming UN disarmament subcommittee session scheduled in London on 25 February 1955. The Soviet government proposes the destruction of all existing atomic and hydrogen weapons, the exclusive peaceful use of nuclear energy, and a freeze on armed forces and defense budgets at their 1 January 1955 level. These measures would be subject to international control and apply to all states, whether UN members or not. Moscow also calls for a world disarmament conference to be convened in 1955. Finally, the declaration accuses the United States, Britain, and France of sabotaging any agreement, particularly through the Paris accords and the rearmament of Germany, and regrets the exclusion of Asian countries such as India and the People’s Republic of China from the talks.

Paris (AFP). — Radio-Moscou a diffusé, vendredi soir, les propositions que le gouvernement soviétique soumettra au cours de la prochaine session de la sous-commission du désarmement de l’ONU, qui doit s’ouvrir le 25 février à Londres.

Après avoir fait un historique des pourparlers sur la réduction des armements et l’interdiction des armes nucléaires et à hydrogène, le gouvernement soviétique insiste sur la nécessité de n’utiliser l’énergie atomique qu’à des fins exclusivement pacifiques, notamment pour favoriser les progrès des pays insuffisamment développés.

Le gouvernement soviétique rappelle que « l’absence d’un accord international sur l’interdiction des armes nucléaires et sur la réduction des armements constitue un obstacle majeur à un emploi pacifique réel de l’énergie nucléaire ».

Le gouvernement soviétique souligne encore, selon Radio-Moscou, que tous les efforts de l’URSS pour la réduction des armements et l’interdiction des armes nucléaires et à hydrogène, « se sont heurtés jusqu’à présent à l’opposition des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ».

## Les engagements à prendre

Le gouvernement soviétique propose que tous les États prennent les engagements suivants :

1. Destruction de tous les stocks existants d’armes atomiques et à hydrogène, et emploi de toute matière atomique dans des desseins pacifiques.

2. Ne pas augmenter les forces armées et armements par rapport à leur niveau au 1er janvier 1955 et ne pas accroître les crédits de défense au-delà des sommes allouées pour 1955.

L’URSS propose qu’un contrôle international soit institué pour veiller à l’application de ces mesures.

Le gouvernement soviétique souligne dans sa déclaration qu’étant donné l’importance pour le monde entier de la question de la réduction des armements, de l’interdiction et de la destruction des armes nucléaires et à l’hydrogène, aucun gouvernement, qu’il fasse partie ou non des Nations unies, ne doit rester en dehors de ces conventions.

Après avoir rappelé ses propositions antérieures en vue de la convocation d’une conférence mondiale pour traiter de ces questions, le gouvernement soviétique déclare « qu’il estime absolument nécessaire que les Nations unies convoquent encore, dans le courant de 1955, une conférence mondiale sur la réduction des armements et l’interdiction des armes atomiques ».

## Accusation des Occidentaux

Dans le préambule de sa déclaration, le gouvernement soviétique accuse les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, et de la France d’avoir pris des mesures « qui ne peuvent mener qu’à l’échec de tout accord international dans ce domaine ».

Au nombre de ces mesures, le gouvernement soviétique cite en premier lieu les accords de Paris qui, dans la mesure où « ils prévoient la remilitarisation de l’Allemagne et son inclusion dans des groupements militaires, sont dirigés contre les États pacifiques européens ».

La déclaration soviétique s’élève également contre les décisions prises par la session de l’OTAN, en décembre dernier, et rappelle les propositions soviétiques faites à la neuvième assemblée générale de l’ONU à ce sujet.

Elle attire l’attention des gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France « sur la responsabilité de remilitarisation de l’Allemagne occidentale et leurs plans de préparation d’une guerre atomique ».

Enfin, le gouvernement soviétique déclare regretter que les pays asiatiques, dont l’Inde et la République populaire chinoise, ne soient pas membres de la sous-commission du désarmement, alors que « ces pays sont intéressés à ce problème autant que les autres nations ».

1. [https ://www.e-newspaperarchives.ch/ ?a=d&d=TDG19550219-01.2.35](https://www.e-newspaperarchives.ch/?a=d&d=TDG19550219-01.2.35) [↑](#footnote-ref-1)